



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE SERVICES FORESTIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2026-8365-001

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations sylvicoles manuelles et mécanisées dans des forêts gérées par l'Agence Territoriale Landes-Nord-Aquitaine.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine
Agence Territoriale Landes Nord Aquitaine
9 Rue Raymond Manaud
33520 Bruges

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Monsieur **Nicolas JANNAULT**, Directeur de l'Agence Landes Nord Aquitaine de l'Office National des Forêts.

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine / Agence Territoriale Landes Nord Aquitaine, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord cadre

La personne habilitée en charge de l'exécution et du suivi du marché est :

M. Nicolas HARRIBEY

Chef de projet au service Forêt Travaux de l'Agence Landes Nord Aquitaine de l'Office National des Forêts
170 rue Ulysse Pallu 40000 Mont-de-Marsan - Email : nicolas.harribey@onf.fr

1.3. Personne auprès desquelles des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements techniques est :

M. Nicolas HARRIBEY

Chef de projet au service Forêt Travaux de l'Agence Landes Nord Aquitaine de l'Office National des Forêts
170 rue Ulysse Pallu 40000 Mont-de-Marsan - Email : nicolas.harribey@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est :

M. Augustin CHAUNU

Directeur financier à la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne - Email : augustin.chaunu@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Mme Yamina KECHEROUD

Responsable territorial Achat à la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges - Email : yamina.kecheroud@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2.1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations sylvicoles manuelles et mécanisées dans des forêts gérées par l'Agence Territoriale Landes-Nord-Aquitaine.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles
------------	---------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE**3.1. Structure de l'accord cadre****3.1.1. Forme de l'accord cadre**

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes et à marchés subséquents en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.1.2. Allotissement

La consultation est constituée de 6 lots avec un montant maximum annuel de commandes par lot.
Chaque lot donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- Cinq (5) lots à exécution mixte : lots n° 1 à 5.
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 6

Lots	Type de travaux	Forêt	Département	Montant maximal de commandes annuelles	Montant annuel de commandes estimés
Lot 1	Mécanisés et manuels	Savignac de Nontron / Jumilhac le Grand	24	15 000 €	6 000 €
Lot 2	Mécanisés et manuels	Born	24	40 000 €	25 000 €
Lot 3	Mécanisés et manuels	Lanmary / Barade	24	80 000 €	60 000 €
Lot 4	Mécanisés et manuels	Maine / Bessède	24	15 000 €	6 000 €
Lot 5	Mécanisés	Cazaux	33	50 000 €	30 000 €

Lot 6	Marchés subséquent	Savignac de Nontron / Jumilhac le Grand / Born / Lanmary / Barade / Maine / Bessède / Cazaux	24 / 33	50 000 €	20 000 €
-------	--------------------	---	---------	----------	----------

Le détail des prestations pour chacun des lots est précisé dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les quantités estimatives du BPU sont données à titre indicatif et ne doivent pas être considérées comme contractuelles

3.1.3. Modalités d'attribution de l'accord cadre

Chaque lot est attribué à plusieurs soumissionnaires selon la répartition suivante :

Lots	Nombre d'attributaires retenus
Lot 1	2
Lot 2	2
Lot 3	2
Lot 4	2
Lot 5	2
Lot 6	Tous les attributaires des lots 1 à 5

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation,

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation, mais ne pourront être attributaire que de 3 lots au maximum dont ils seraient classés en première position.

Néanmoins, un soumissionnaire pourra être attributaire d'un nombre plus important de lots dans l'hypothèse où pour des lots multi-attributaires il serait l'unique candidat et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

Lots n° 1 à 5

Les lots 1 à 5 font l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- Par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
 - o Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.
 - o Lorsqu'en application de l'article 5.4, il y a nécessité de fixer de nouveaux prix

Lors des remises en concurrence, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

Lot n° 6

Le lot n° 6 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre lorsque le(s) titulaire(s) des lots à exécution mixte n'est (ne sont) pas disponible(s) pour réaliser les prestations commandées, lorsqu'ils ne possèdent pas le matériel adapté (sur la base de la liste du matériel indiqué dans le Mémoire Technique remis lors de l'offre) ou lorsque les prestations nécessitent des spécifications techniques ou de réalisation justifiant un offre particulière (utilisation de plusieurs engins, prestations non standardisées selon les critères de l'article 6 par exemple,).

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une nouvelle entreprise pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des entreprises extérieures à l'accord-cadre.

3.2. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade des mieux disant ». Ils seront donc d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation faisant l'objet de la commande.

3.3. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins-disante.

3.4. Intégration de nouveaux titulaires

De nouveaux titulaires pourront intégrer le lot n° 6 Pour ce faire le titulaire entrant devra présenter un dossier contenant tous les documents suivants :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
- Le Mémoire Technique complété.

3.5. Prestations non prévues

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avéraient nécessaires, le titulaire proposera sur demande du pouvoir adjudicateur, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur.

Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

3.6. Limitation dans la création des nouveaux prix

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite de 20% du nombre total de lignes du BPU et commandés dans la limite du montant maximum annuel du marché.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles prestations pourront être commandées par l'émission de bons de commande.

3.7. Durée - délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 (deux) mois avant la fin de l'année en cours.

Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 3 (trois) ans. Le titulaire de l'accord-cadre marché ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

3.8. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,

- une attestation d'assurance responsabilité civile, un relevé d'identité bancaire ou postal et un extrait d'inscription au registre du commerce ou au registre des métiers,
 - le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.
- La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.9. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
 - le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
 - le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022 ;
 - les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.
 - les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- Marché subséquent
- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
 - Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents,
 - Le cas échéant, le mémoire technique

A noter, les Clauses Générales d'Achat de prestation de services forestiers en forêt domaniale étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet onf.fr/rubrique professionnels.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

Il est également rappelé que l'entreprise est réputée sachante et respecte les législations et réglementations en vigueur comme par exemple ses obligations en termes de sécurité vis de ses salariés et des tiers, des déclarations obligatoires, des signalisations des chantiers.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

5.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types de commande : d'une part, par émission de bons de commande selon les dispositions prévues aux articles 3.3.1 et 5.2 ci-après, d'autre part, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies des articles 3.3.2 et 5.3 ci-après.

5.2. Exécution par émission de bons de commande

5.2.1. Passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2026-8365-002
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des essences souhaitées
- les quantités attendues
- le(s) lieu(x) de livraison
- la(es) date(s) de livraison.
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF contactera le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF retracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire

5.2.2. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.2.3. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.2.4. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.3 Exécution par remise en concurrence des titulaires

5.3.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés à l'article 3.1.3 ci-dessus.

5.3.2 Termes non couverts par l'accord-cadre

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations.

5.3.3 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuel ou à bons de commande.

5.3.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 5.2.1 du présent CCATP.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

5.3.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre *via* la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

5.3.6 Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.4 Sollicitation exceptionnelle

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot du marché n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire peut se voir confier des chantiers dans d'autres forêts domaniales et forêts domaniales affectées de l'agence Landes Nord Aquitaine.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

5.5 Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

5.6 Evaluation des titulaires

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées par CNPEF ou CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

6.1. Description des prestations

Pour chaque chantier, le titulaire disposera avant intervention d'une fiche présentant le plan de la parcelle, le point de secours, et listant le détail des prescriptions spécifiques à respecter.

Débroussaillage pour destruction en plein de végétation : Broyage en plein rez de terre de la végétation (herbacée, semi-ligneuse et ligneuse) et des rémanents de coupe (diamètre max : 7cm) pouvant faire obstacle à la régénération naturelle à venir.

Le broyage est réalisé sur l'ensemble de la parcelle ou de la zone déterminée lors de la commande.

Il pourra être donné comme consigne de préserver certains sujets hors espèce cible : exemple des chênes verts, chêne liège, pédonculés...

Cloisonnement sylvicole : bande linéaire broyée dans les peuplements forestiers en vue de permettre un accès permanent à l'ensemble de la parcelle pour des interventions manuels.

Ouverture : Broyage rez de terre de la totalité de la végétation adventice (herbacée, semi-ligneuse ou ligneuse) et des semis selon un axe le plus rectiligne possible. La mise en place se fera obligatoirement au GPS.

Entretien : Maintenance d'un cloisonnement déjà ouvert par broyage rez de terre de la totalité de la végétation adventice (herbacée, semi-ligneuse ou ligneuse) et des semis.

Cloisonnement d'exploitation : bande plus ou moins linéaire dans les peuplements forestiers implantées en vue de permettre la circulation des engins d'exploitation forestière.

Ouverture : Broyage rez de terre de la totalité de la végétation adventice (herbacée, semi-ligneuse ou ligneuse) et des semis éventuellement présents selon un axe (plus ou moins rectiligne) tout en préservant les tiges de l'essence objectif présentes. La mise en place se fera obligatoirement au GPS.

Entretien : Maintenance d'un cloisonnement déjà ouvert par broyage rez terre de la totalité de la végétation adventice (herbacée, semi-ligneuse ou ligneuse) et des des semis éventuellement présents.

Rappel :

Lorsque plusieurs passages seront demandés, les km seront multipliés par ce nombre lors de la commande.

De même, le linéaire de périmètre des parcelles, des chemins, bordure de fossés ou autre à travailler seront ajouter au km des cloisonnements et ne sont pas inclus dans le prix unitaire de la prestation.

La largeur de travail servant de base de calcul pour un passage sera de 2 m (les outils travaillant une largeur moins importante ne donneront pas droit à une rémunération pour des passages supplémentaires de ce fait).

Dégagement mécanique de plantation Broyage rez de terre de la totalité de la végétation présente dans les interlignes réalisés obligatoirement par 2 passages d'engins. L'entreprise prendra toutes les mesures pour ne pas abimer les plants.

Seront compris dans la prestation les entretiens du périmètre de la parcelle et des tournières.

Dégagement manuel de régénération naturelle :

L'objectif est de dégager tous les semis lorsqu'ils sont rares et les plus dynamiques lorsqu'ils sont abondants.

Cette opération se fera dans le strict respect des semis.

Coupe des essences autres que l'essence objectif ou de diversification indiquées dans le respect d'un mélange précisé au préalable.

En plein : Toute la végétation concurrente aux semis conservés sera coupée rez-de-terre sur toute la surface des bandes boisées de régénération.

Ciblé : Dans les jeunes semis, cette opération nécessite une recherche minutieuse de semis tous les 1,5m à 2m. La végétation concurrente sera coupée dans un rayon de 50 cm autour du semis. Sur les lignes d'une régénération naturelle cloisonnée, la végétation concurrençant les semis de l'essence objectif et, éventuellement de toute autre essence principale sur les indications du technicien responsable du suivi des travaux, sera coupée de telle sorte que la cime et le feuillage des semis soient entièrement dégagés de la végétation concurrente sur une hauteur correspondant au 1/2 de la plante.

Pour les régénérations d'une hauteur supérieure à 2 m la végétation concurrente pourra être simplement sectionnée à ras du sol ou à hauteur d'homme selon l'outil utilisé.

Dégagement manuel de plantation :

L'objectif est de dégager tous les plants.

Cette opération se fera dans le strict respect des plants et des protections contre le gibier.

En plein : Toute la végétation concurrente entre les plants sera coupée rez-de-terre sur toute la surface.

Ciblé : La végétation concurrente sera coupée dans un rayon minimal de 50 cm autour des plants. Dans le cadre d'une végétation importante ou fortement concurrente, l'opération devra permettre le dégagement de la cime et du feuillage des plants dans un rayon correspondant au 1/2 de la plante.

Entretien à l'épaveuse : Passage de l'épaveuse visant à broyer la végétation herbacée et semi-ligneuse (diamètre maximum de 3 cm) tout en préservant les arbres existants (branches, tronc).

Parcellaire : Bande non boisée en bordure de parcelle ou de périmètre permettant la circulation et le retournement des engins.

Création : Broyage rez de terre de la végétation herbacée, semi-ligneuse et ligneuse tout en préservant les arbres existants (branches, tronc).

Entretien : Maintenance d'une limite de parcelle ou de périmètre déjà ouverte par broyage rez de terre de la totalité de la végétation adventice (herbacée, semi-ligneuse ou ligneuse < 5 cm).

Rappel :

Lorsque plusieurs passages seront demandés, les km seront multipliés par ce nombre lors de la commande.

La largeur de travail servant de base de calcul pour un passage sera de 2 m pour un broyeur et 1 m pour une épaveuse (les outils travaillant une largeur moins importante ne donneront pas droit à une rémunération pour des passages supplémentaires de ce fait).

6.2. Clauses environnementales

Les travaux seront réalisés conformément au cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF), consultable sur www.onf.fr/ et notamment :

- L'entrepreneur doit organiser le chantier de façon à :
 - Préserver les sols sensibles à l'érosion et au tassement
 - Préserver les cours d'eau, en veillant à ne pas gêner leur écoulement
 - Respecter les éléments ayant trait au patrimoine architectural
 - Éviter les déversements accidentels ou les abandons d'huile ou de fluide de quelque sorte. En cas de déversement accidentel, l'entrepreneur prendra immédiatement les mesures correctives et en informera le conducteur de travaux
 - Collecter tous les déchets produits à l'occasion du chantier en vue d'un traitement conforme à la législation.

Entre le mois d'avril et le mois de septembre, les conditions de travaux peuvent évoluer rapidement : directive Oiseaux ou prévention contre les incendies. Pour cette période, les prestations afférentes devront, en conséquence, être réalisées dans les délais convenus lors de la commande afin de permettre un suivi de travaux au plus proche de la réalité.

En complément des périodes spécifiques d'interdiction (ou de tolérance d'activité), les prescriptions générales décrites ci-dessous sont à appliquer sur l'ensemble des parcelles concernées par les travaux :

- **Protection des peuplements et arbres en place :**
 - Une attention particulière sera apportée à la préservation de toute blessure au corps ou au pied des arbres et à la conservation des accrues (jeunes pousses d'arbres d'essence objectif ou d'accompagnement) désignés, présents ou à préserver expressément sur les emprises des travaux.
- **Prise en compte du risque feu de forêt :**
 - Le libre accès permanent et le maintien en bon état des pistes, fossés, ponts, place de dépôt de bois ... devront être assurés durant toute la durée des travaux ;
 - Une attention particulière sera portée au respect intégral des équipements de la forêt et des infrastructures de desserte ou de lutte contre les incendies.

- En raison de règles de sécurité incendie très strictes, le titulaire du marché veillera à ce que les personnes exécutant les prestations ne fument pas sur les chantiers.
- Préservation des bords de cours d'eau :
 - Les émissaires fluviaux présents sur l'emprise des parcelles (fossés, cours d'eaux), leurs annexes (mares, lagunes ...) ou leurs équipements (seuils, passages busés) ne feront l'objet d'aucuns travaux et devront être intégralement préservés.
- Maintien des particularités topographiques :
 - Tous les éléments naturels présents sur les parcelles avant travaux (haies, bouquets d'arbres, alignements, mares, lagunes ...) seront intégralement protégés.
 - Tout travail du sol (broyage, disage ...) sera arrêté à une distance de 6 mètres de ces formations.
- Protection de la faune sauvage et conservation des habitats :
 - Respect intégral de tous les arbres creux, terrasses, murets ou autres éléments de microtopographie ;
 - Non destruction ou déplacement de nid d'espèce protégée et mise en défens d'un nid d'espèce protégée présent sur une berge de cours d'eau ou au sein d'une roselière ;
 - Non destruction d'un habitat d'espèce protégée.

6.3. Accès zone militaire (lot 5)

Les travaux ou visite font l'objet d'autorisations spécifiques nécessitant le respect d'un délai de prévenance permettant le traitement des données.

Visite préalable : Toute visite devra faire l'objet d'une demande préalable au minimum **8 jours** à l'avance en envoyant un mail avec la date envisagée à gwenael.landais@onf.fr et fabrice.carre@onf.fr comprenant pour chaque personne une copie de la pièce d'identité au format pdf sur une page NOM du fichier : « CNI_NOM de la personne ».

Un livret d'accueil et un plan de prévention des risques seront transmis en retour à l'entreprise qui s'engage à en prendre connaissance

Travaux : Une autorisation d'entrée sur le site devra être accordée préalablement par les autorités militaires pour chacun des personnels de l'entreprise retenue en respectant un délai de prévenance d'au minimum **8 semaines** avant la date prévue pour l'intervention (durée d'instruction de la demande).

L'entreprise devra transmettre une demande préalable, en envoyant un mail à fabrice.carre@onf.fr comprenant pour chaque personne :

- Le document CPR renseigné (NOM du fichier : « CPR_NOM de la personne »)
- Le document CPR renseigné, imprimé, et scanné au format PDF (NOM du fichier : « CPR signé _NOM de la personne »)
- Une copie de la pièce d'identité au format pdf sur une page NOM du fichier : « CNI_NOM de la personne »

Les documents CPR seront fournis sur demande par mail accompagné du livret d'accueil et du plan de prévention des risques dont l'entreprise s'engage à prendre connaissance.

Les intervenants devront être autorisés et habilités à pénétrer sur le site en étant listée sur la feuille des prestataires (en cas de refus des autorités militaires l'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun dédommagement).

Le travail isolé étant interdit, l'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires.

En cas de nécessité d'évacuation des lieux imposée par les militaires, le matériel devra être évacué au plus vite de la zone désignée faute de quoi il risquera d'être immobilisé jusqu'à la fin des opérations. Cette évacuation se fera dans des délais très courts sans aucune indemnité de la part de l'ONF.

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre ou le cas échéant au marché subséquent.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

7.3. Variation dans les prix

Les prix fixés au bordereau de prix unitaires sont révisables une fois par an, au premier janvier selon la méthode dite "révision en chaîne", en appliquant à chaque poste du bordereau des prix unitaires un coefficient de révision calculé à trois décimales par excès, selon la formule en indiquée au CGA Services forestiers de l'ONF en vigueur.

Le calcul de la révision est effectué par le donneur d'ordre qui en communiquera le résultat au titulaire. Il appartiendra au titulaire de produire le bordereau des prix révisés à l'appui de sa première facture.

7.4. Modalités essentielles de paiement

7.4.1. Avance

Sans objet.

7.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2026-8365-001;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxx indiqué sur le bon de commande);
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre: 2026-8365-001

- Numéro d'engagement juridique:

Bon de commande créée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.

- Numéro d'identification:

Le SIRET de la DT de l'ONF: 662043116003020

- Numéro de service exécutant:

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

7.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

7.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

8.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

8.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français

10 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

11.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

11.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr.